

**Les Paris à Cote Fixe et les Jeux
de Hasard en Ligne :
Avancées Législatives Récentes**



LES PARIS À COTE FIXE ET LES JEUX DE HASARD EN LIGNE : AVANCÉES LÉGISLATIVES RÉCÉNTES¹

Le 30 décembre 2023, le Brésil a franchi une étape significative dans la régulation des jeux de hasard. Le président Luiz Inácio Lula da Silva a promulgué la Loi n° 14.790, faisant évoluer l'approche du pays à l'égard des paris à cote fixe et des jeux de hasard en ligne. Cette législation, qui modifie la précédente Loi n° 13.756/2018, marque un tournant décisif dans le contrôle économique et social des activités de paris. Par la suite, le 31 janvier 2024, le gouvernement fédéral a établi un organe de régulation dédié au sein du Ministère des Finances par le Décret n° 11 907 afin de superviser et de gérer le secteur.

1. Autorisation et contrôle

Selon la nouvelle loi, seuls les opérateurs ayant obtenu l'autorisation du Ministère des Finances peuvent exploiter des paris sportifs et des casinos en ligne. Cette démarche garantit que seules des sociétés qualifiées, conformes à des normes techniques, de cybersécurité et opérationnelles rigoureuses, participeront au marché.

La redevance pour l'autorisation d'exploitation sera déterminée ultérieurement par le Ministère des Finances, sans pouvoir excéder la somme de R\$ 30 000 000,00 (trente millions de réals). Cette redevance comprendra l'autorisation d'exploiter jusqu'à 3 (trois) marques commerciales de jeux de hasard via des canaux électroniques.

De plus, l'autorisation d'exploitation sera accordée exclusivement aux sociétés constituées selon le droit brésilien, avec leur siège social et leur direction établis au Brésil, et ayant un actionnaire brésilien détenant au moins 20% de participation dans l'actionnariat.

2. Exigences techniques et opérationnelles

Le processus d'autorisation comprend une évaluation complète des capacités de l'opérateur, y compris de son expérience dans le domaine des jeux, paris ou loteries, et des politiques internes robustes. Ces politiques englobent le service client, les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent, la prévention du financement du terrorisme et de la prolifération d'armes de destruction massive, les pratiques de jeu responsable et l'intégrité des opérations de paris.



Lukas Rhomberg
Associé

T : (+55) 11 3294-1600
E : lukas.rhomberg@fclaw.com.br



Felipe Freyre
Avocat sénior

T : (+55) 11 3294-1600
E : felipe.freyre@fclaw.com.br

Février 2024

¹ Ce document est fourni à titre informatif et ne constitue pas un conseil juridique.

3. Fiscalité et distribution des revenus

Les opérateurs seront taxés à 12% sur le chiffre d'affaires brut, avec une redevance de surveillance supplémentaire proportionnelle au chiffre d'affaires net. Les parieurs, quant à eux, seront soumis à un impôt sur le revenu personnel de 15% sur les gains nets. Les revenus collectés seront utilisés dans divers secteurs publics, mettant en évidence un réinvestissement stratégique dans la communauté.

4. Normes publicitaires et protection des consommateurs

La nouvelle loi soumet également la publicité à un examen minutieux. Les annonces doivent promouvoir de manière responsable les jeux de hasard, notamment en fournissant des informations claires sur l'âge légal pour jouer et les risques associés aux paris. Le Conseil brésilien de l'autorégulation publicitaire (Conar) a complété les dispositions législatives avec des directives spécifiques, mettant l'accent sur la présentation véridique, la responsabilité sociale et la protection des mineurs.

5. Sauvegarde de l'intégrité et protection des droits

La manipulation de matchs et la corruption dans le sport sont directement abordées, avec l'annulation des paris découlant de tels actes. De surcroît, les droits des consommateurs sont au premier plan, exigeant des informations transparentes sur les implications financières des paris et la fourniture de canaux de service client en langue portugaise.

6. Inspection et conformité

Les opérateurs seront soumis à une redevance d'inspection mensuelle basée sur le chiffre d'affaires net. Les institutions financières et de paiement sont interdites d'effectuer des transactions avec des opérateurs non autorisés, et une surveillance interne doit être mise en place pour signaler les activités potentielles de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.

7. Prochaines étapes

Le Ministère des Finances est chargé de mettre en œuvre des réglementations détaillant le processus d'autorisation et les exigences minimales pour les opérateurs. Une période d'adaptation d'au moins six mois sera accordée aux opérateurs existants pour se conformer aux nouvelles normes.

**Fleury, Coimbra & Rhomberg
Advogados**

Rua do Rocio, 350, 10^{ème} étage,
Vila Olimpia, 04552-000,
São Paulo-SP, Brésil

T : (+55) 11 3294-1600

W : www.fcrlaw.com.br

8. Conclusion

La Loi n° 14.790 du Brésil ouvre un nouveau chapitre pour l'industrie des jeux du pays. Elle favorise un environnement réglementé qui privilégie les pratiques éthiques, la protection des consommateurs et la responsabilité sociale.

* * *

FCR Law

Fleury, Coimbra & Rhomberg Advogados est un cabinet d'avocats établi à São Paulo et comptant plus de soixante-dix professionnels. Le cabinet possède une expertise dans tous les domaines juridiques et fiscaux ainsi qu'en gestion, conseillant des entreprises nationales comme internationales.

Les associés du cabinet parlent couramment le Français. Le conseil personnalisé et individuel est la priorité de notre cabinet.

**Fleury, Coimbra & Rhomberg
Advogados**

Rua do Rocio, 350, 10^{ème} étage,
Vila Olimpia, 04552-000,
São Paulo-SP, Brésil

T : (+55) 11 3294-1600

W : www.fcrlaw.com.br